

Rétrocontroverse

1997 : la séduisante « troisième voie » de Tony Blair

La France est en pleine campagne électorale, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac, quand Tony Blair remporte les élections le 1^{er} mai 1997. La « troisième voie » chère au leader du New Labour émerge aussitôt dans le débat franco-français. Les socialistes y voient un encouragement à gagner. Et la droite fait de Tony Blair un des siens, opposant son modernisme et son libéralisme à l'archaïsme du PS.

John A. Colson, membre associé de la Graduate School of International Relations de l'université du Kent, s'en offusque. « Sans craindre le ridicule, et au risque de faire craquer ses articulations dans ce grand écart, Alain Madelin parmi d'autres se drape aujourd'hui dans une toge travailliste dont il espère qu'elle le servira mieux que le complet ultralibéral qu'il portait la veille », écrit-il (*Le Monde* du 7 mai 1997). Mais, ajoute-t-il, le projet travailliste est « bel et bien de gauche ».

Maître de conférences en sociologie politique à l'université de Londres, Philippe Marlière se démarque de cette vision. « Tony Blair n'a jamais été un socialiste et il apparaît aujourd'hui possible de dire qu'il n'est même plus un social-démocrate », assène-t-il (*Le Monde* du 6 mai 1997), avant de s'inquiéter de la réaction de la gauche française « au défi que constitue le "centrisme radical" blairien ».

La première confrontation a lieu, les 5 et 6 juin 1997 à Malmö, en Suède, au congrès des socialistes européens. M. Jospin, qui

vient de devenir premier ministre, esquivé et préfère parler de ses engagements européens. Tony Blair dénonce la « culture d'assistance et de dépendance » et fustige « l'Etat providence passif ». Aux socialistes européens, il propose « un changement radical de nos valeurs », une « troisième voie » « du centre ou du centre gauche ».

Pour la gauche française, cette « troisième voie » rappelle trop celle prônée par les démocrates-chrétiens du MRP, entre communisme et gaullisme, pour ne pas être suspecte. Pourtant, dans un premier temps, des socialistes se laissent séduire. M^{me} Aubry préface la version française d'un livre de Tony Blair. MM. Strauss-Kahn et Fabius trouvent bien des vertus à la gauche moderne d'outre-Manche. Oskar Lafontaine, le président du SPD allemand, juge que les premiers ministres français et britannique apportent, l'un et l'autre, au chômage « une réponse typiquement sociale-démocrate ».

Peu à peu, sans clash, sans bruit, l'écart se creuse entre la « gauche plurielle » à la française et la « troisième voie » d'un Tony Blair qui ne cesse de répéter que « la lutte idéologique entre capitalisme et socialisme qui a marqué le XX^e siècle est dépassée » (*Le Monde* du 7 novembre 1997). Le 24 mars 1998, quand le premier ministre britannique s'exprime, à l'invitation de M. Fabius, la gauche reste de marbre et la droite applaudit. Récusant tout « tabou idéologique », M. Blair assure que « ce qui compte c'est ce qui marche ». La gauche frémit. « La gestion de l'économie, ajoute-t-il,



Lionel Jospin. AFP

Tony Blair. AFP

n'est ni de droite ni de gauche, elle est bonne ou mauvaise. » La gauche s'étrangle.

La concurrence entre le blairisme et le jospinisme s'aiguise. Les deux premiers ministres ne se comprennent pas, ne parlent visiblement pas le même socialisme. Mais ils tentent d'arrondir les angles. Le 24 juillet 1998, M. Jospin rend visite à M. Blair dans sa circonscription de Sedgfield et confie : « J'ai vraiment une relation très sympathique et amicale avec lui, elle ne l'est ni mécaniquement, ni superficiellement, ni hypocritement. » « Le volontarisme, en France, ça marche ! », ironise-t-il. Bon prince, M. Blair fait sienne la formule jospinienne « oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Zaki Laïdi, chercheur au CNRS-CERI, juge que le concept blairiste dissociait l'idée de bien-être (*welfare*) de celle d'Etat (*state*) vise à « faire évoluer le sens même de la protection, d'une logique de compensation à une logique de préven-

tion » (*Le Monde* du 1^{er} septembre 1998).

Les choses se gâtent quand Tony Blair et Gerhard Schröder publient ensemble un manifeste « social libéral », avant les élections européennes de juin 1999. Le PS réplique par un contre-manifeste qui souligne que face à l'économie de marché, « injuste et souvent irrationnelle », il est « nécessaire et possible de réguler le capitalisme ». L'affrontement se poursuit au congrès de l'Internationale socialiste, en novembre 1999 à Paris, mais à fleurets mouchetés. « Allons-nous résister au changement au risque de devenir des conservateurs de gauche ? » lance M. Blair, avant de prévenir : « Si nous ne faisons pas ces réformes, la droite réapparaîtra. » M. Jospin répond que « nous devons continuer de penser le capitalisme, pour le contester, le maîtriser et le réformer ».

Après la défaite de M. Jospin en 2002, la gauche française aiguise ses critiques. Phi-

lippe Marlière s'en prend à Anthony Giddens, le théoricien de la « troisième voie », qui évoque « le dépassement du clivage gauche-droite, autre élément phare du prêt-à-penser "blairo-giddensien" » (*Le Monde* du 11 mai 2002). Denis MacShane, alors ministre délégué aux affaires européennes, voit dans le « réformisme permanent » de M. Blair « une contribution de la gauche britannique à la question : comment une politique progressiste peut non seulement conduire à prendre les rênes du gouvernement, mais aussi – ce qui est plus important – à rester au pouvoir pour y défendre les valeurs socialistes et les besoins des citoyens les plus pauvres ? » (*Le Monde* du 18 novembre 2003).

Avec l'engagement britannique en Irak, le divorce avec la gauche française est prononcé. Dressant en creux le portrait de Ségolène Royal, Philippe Marlière rappelle comment, en 1994, Tony Blair, « issu d'un milieu conservateur, ostensiblement distant vis-à-vis du parti, et surtout terriblement photogénique » eut l'appui de l'appareil parce qu'« il fallait présenter aux électeurs le candidat que les sondages plébiscitaient » (*Le Monde* du 10 octobre 2006). Timothy Garton Ash, directeur du Centre d'études européennes du St Antony's College à l'université d'Oxford, préfère souligner que la présidentielle française est une « victoire de Blair », Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal s'inspirant de son pragmatisme (*Le Monde* du 21 avril). Retour à la case départ. ■

MICHEL NOBLECOURT